

En partenariat
avec



Secteur
Développement Rural
(DR)



www.fmfp.mg

Trame de l'Appel à Projets Interentreprises Sectoriel 18

Secteur Développement Rural (DR)

1. Contexte de l'appel à projets

Le secteur Développement Rural (DR) à Madagascar qui comprend l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture représente 43% du PIB en 2023¹. L'agriculture crée près de la moitié de la valeur ajoutée du secteur primaire et fournit à elle seule environ 27 % du PIB et 40 % des exportations nationales² et représente les moyens de subsistance pour 75 % de la population³. Bien que 60 % de la production agricole soit autoconsommée et majoritairement orientée vers l'agriculture de subsistance⁴. Cette structure de l'économie n'a quasiment pas changé depuis des décennies.

A Madagascar, l'agriculture est un secteur crucial pour l'économie puisqu'elle occupe environ 80% de la population active. La production est dominée par la production de viande, de riz et de plantes amylacées telles que la pomme de terre, le manioc et le maïs. Cette production, particulièrement diversifiée, est destinée à plus de 90% au marché national. Environ 75% de la production vivrière des ménages ruraux serait ainsi autoconsommée. L'élevage et les produits de l'élevage représentent la première production du secteur agricole en termes de valeur. Pratiqué par 71,3% des ménages⁵, l'élevage contribue de manière significative aux revenus et aux moyens de subsistance des ménages agricoles et à leur offre alimentaire. Seulement 27,3 % des ménages agricoles pratiquent les cultures industrielles, tandis que 17,1 % se consacrent aux cultures de rente⁶. Pour l'élevage, environ 36,1% des ménages pratiquent l'élevage bovin, 61,2 % se consacrent aux volailles, 8,1 % aux ovins et caprins, et 22,0 % à l'élevage porcin⁷.

Bien que 80% de la population continue de vivre de l'agriculture, la croissance annuelle moyenne du secteur agricole reste inférieure à 1% entre 2010 et 2022⁸, est très inférieure à la croissance de la population. Madagascar importe actuellement plusieurs denrées alimentaires dont le sucre et les huiles alimentaires mais également le riz (entre 200 000 et 500 000 tonnes par an⁹)

De ce fait, le secteur de l'agriculture garantit la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et offre des revenus importants pour les ménages ruraux et des possibilités d'emploi non agricole à travers l'ajout de valeur.

Malgré son importance, le secteur du Développement rural demeure sous-développé et sous-performant, avec un vaste potentiel en ressources humaines dont les compétences doivent encore être améliorées et valorisées. Ce secteur comprend :

- L'agriculture et l'élevage, y compris la transformation agro-alimentaire ;
- La pêche traditionnelle et industrielle ;
- L'artisanat ;
- L'exploitation forestière (ou environnementale) et minière (partagée avec le secteur BTP-RS).

Enfin, l'appui des initiatives du secteur privé à la Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale de Madagascar (SNFAR 2023 – 2035) qui vise notamment au développement le capital humain du secteur agricole afin de promouvoir des générations de producteurs capables de relever les défis actuels et futurs, est au centre des préoccupations du FMFP en ce qui a trait au développement du secteur Développement Rural. La modernisation de l'agriculture, le développement durable ainsi que l'amélioration des conditions de vie des

¹ Banque Mondiale, World Development Indicators, 2023

² BAD, Country Strategy Paper for Madagascar, 2022-2024

³ Source : Banque mondiale, Mémoire économique, 2020

⁴ FAO, Country Profiles - Madagascar, 2023

⁵ Source : Chiffre clés de l'agriculture à Madagascar en 9 planches - PRERAD Océan Indien

⁶ Ministère de l'Agriculture, Enquête Agricole Nationale, 2022

⁷ FAO, 2023

⁸ Banque Mondiale, Economic Update, 2023

⁹ République de Madagascar - Programme d'options stratégiques pour le pays 2022-2026 – FIDA, 12 Aout 2021

populations rurales sont cœur des actions visées. Cette stratégie s'articule notamment autour de quatre objectifs spécifiques¹⁰ :

- Renforcer le cadre et les capacités de soutien à la formation agricole et rurale
- Développer les compétences des parties prenantes
- Généraliser les mesures d'accompagnement pour insertion des jeunes formées
- Assurer un mécanisme de financement adapté et durable

✦ **Le Secteur DR et les enjeux climatiques et ressources en eau**

Madagascar possède un climat tropical avec des variations régionales importantes. Deux saisons distinctes : une saison humide de novembre à avril et une saison sèche de mai à octobre. On peut distinguer quatre zones climatiques distinctes : la côte Est humide, les hautes terres centrales, le Nord-Ouest, et le Sud-Ouest semi-aride¹¹. Cependant, le changement climatique se fait de plus en plus sentir à travers des phénomènes météorologiques extrêmes, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des cyclones, endommageant les cultures et les infrastructures¹². Une faiblesse des infrastructures (réseaux de transport, irrigation), et un accès limité aux intrants agricoles modernes¹³. Les incertitudes liées aux politiques publiques et à l'environnement des affaires non favorable, freinant le développement des marchés agricoles¹⁴. La montée du niveau de la mer et les changements dans les cycles naturels qui mettent en danger les moyens de subsistance et exacerbent les inégalités socio-économiques. Il constitue l'un des défis majeurs de notre époque. Ses impacts se font ressentir sur tous les continents, affectant les écosystèmes, les économies et les communautés. Selon plusieurs sources, Madagascar est fortement exposé et vulnérable aux effets du changement climatique¹⁵. Madagascar est classé parmi les 10 pays les plus vulnérables au changement climatique selon le Global Climate Risk Index (2023).

D'ailleurs, le COP 29 (Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques) s'est tenu à Bakou, en Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024 a permis aux dirigeants mondiaux, y compris ceux de Madagascar de discuter des stratégies d'adaptation et des financements nécessaires pour renforcer la résilience des pays les plus touchés .

Le seuil de 100 milliards de dollars par an promis en 2009 pour soutenir les pays en développement n'a été atteint qu'en 2023, après des années de retard. Pourtant, les besoins actuels dépassent largement cette somme. Selon certaines estimations, il faudrait entre 5 000 et 6 000 milliards de dollars annuellement pour aligner les économies mondiales sur les objectifs climatiques d'ici 2030. Les émissions mondiales de CO₂ ont atteint 37,5 milliards de tonnes en 2022, un record historique

Les effets du changement climatique à Madagascar entraîneront une augmentation de température annuelle moyenne, une diminution générale des précipitations pendant la saison sèche et une augmentation des épisodes de fortes précipitations pendant la saison des pluies¹⁶, une augmentation du niveau de la mer ainsi qu'une augmentation de l'intensité des cyclones.

Face à ces divers défis, il est impératif de développer et de renforcer les compétences des individus et des entreprises pour mieux comprendre, anticiper et répondre aux impacts du changement climatique. La formation professionnelle joue un rôle clé dans cette dynamique, permettant aux professionnels d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour intégrer les considérations climatiques dans leurs pratiques et leurs décisions.

Le pays dispose d'un potentiel agricole considérable avec 1,52 million d'hectares de terres irrigables, mais seulement 1,2 million d'hectares sont exploités avec un contrôle efficace de l'eau (FAO, 2023) et la dominance de l'agriculture malgache par la riziculture qui représente 55 % des surfaces agricoles cultivées, l'irrigation joue un rôle important. Les ressources en eau

¹⁰ www.minae.gov.mg/2024/09/SNFAR

¹¹ Direction générale de la météorologie & RIMES, 2019

¹² IPCC, Sixth Assessment Report, 2022

¹³ BAD, Africa Economic Outlook, 2023

¹⁴ Banque mondiale, Madagascar Economic Update, 2023

¹⁵ Banque mondiale, 2016 ; BRGM et al., 2020 ; Direction générale de la météorologie & RIMES, 2019 ; Potsdam Institute for Climate Impact Research et al., 2021 ; USAID, 2016

¹⁶ Direction générale de la météorologie & RIMES, 2019 ; Potsdam Institute for Climate Impact Research et al., 2021 ; USAID, 2016

sont inégalement distribuées sur le territoire. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle est aggravée par les effets du changement climatique énoncés plus hauts. Elle joue ainsi un rôle important dans la sécurité alimentaire de la population. Apporter des actions innovantes en Technologies Vertes et durables à travers des actions de développement de compétences des acteurs clés dans le secteur notamment pour créer des solutions nouvelles et efficaces face à ces défis climatiques et la gestion optimale de l'eau s'avère ainsi important

✦ **Le faible disponibilité et coût élevé des intrants améliorés**

A cause du faible développement des systèmes de distribution d'intrants, des coûts de transport élevés, et de la faiblesse du secteur privé, le coût élevé des intrants améliorés (particulièrement les semences et engrais) a des conséquences directes sur la production agricole. En comparant les données avec l'Indonésie, l'utilisation d'engrais à Madagascar est en moyenne de l'ordre de 5kg/ha qui est nettement en dessous de celle de l'Indonésie avec 290kg /ha¹⁷. Aussi, seulement 20% environ de la superficie rizicole est plantée de variétés modernes vs 95% en Indonésie¹⁸.

des pratiques d'agriculture climato-intelligente (ACI) sont promues L'adoption de techniques d'Agriculture Climato-Intelligente (ACI) permettra pour améliorer la résilience et réduire l'empreinte carbone. Ces pratiques incluent l'agroforesterie, l'agriculture de conservation et une gestion durable des sols¹⁹ et en renforçant la résilience au changement climatique afin de renforcer les moyens de subsistance et d'assurer la sécurité alimentaire des petits producteurs.. Des pratiques agroécologiques, comme la diversification des cultures et l'agriculture de conservation des sols, sont des voies d'adaptation, limitant l'érosion et maximisant le recours aux services écosystémiques.

✦ **Les enjeux du secteur DR : croissance verte et économie bleue**

Enjeux BIO

Depuis 2017, le Ministère de l'Agriculture mène un processus de construction d'un cadre institutionnel favorable au développement de l'agriculture biologique à Madagascar qui a abouti à l'adoption de la loi n° 2020-003 sur l'Agriculture biologique qui régleme les certifications bio et encourage une agriculture durable²⁰. L'agriculture biologique certifiée représenterait environ 80 000 hectares de surfaces cultivées en 2020 contre 14 000 en 2009²¹.

En plein essor, ce secteur du Bio est cadré par une Stratégie Nationale pour le développement de l'agriculture biologique à Madagascar (SNABIO) élaborée grâce au soutien du projet CASEF (Croissance Agricole et Sécurisation Foncière) de la Banque Mondiale. Cette stratégie a été rédigée en 2021 et fournit un cadre de référence pour la mise en œuvre des actions et des moyens nécessaires pour développer de ce secteur. Elle prévoit notamment la création d'une commission nationale sur l'agriculture biologique (CNABio) et d'une unité de supervision et de coordination de l'action publique (USCAB), la mise en place d'un observatoire de l'agriculture biologique, la réalisation d'une étude pour la création d'un label bio, l'élaboration et l'adoption de textes régissant le système de certification nationale et la conduite d'une étude sur le concept de territoire à vocation agricole biologique. En 2020, le secteur réunirait près de 70 000 exploitants agricoles contre 4289 en 2009. Le pays comptait environ 340 entreprises référencées chez ECOCERT au sein desquelles travaillent environ 7 000 employés à temps plein ou saisonniers. Fortement tournée vers l'export, l'agriculture biologique malgache a généré 55 millions d'euros de recettes en 2017, contre 22,6 millions en 2012.²²

Économie bleue

Le secteur de la pêche est important en offrant de nombreux emplois. Il contribue de manière significative à l'économie du pays. En 2016, ce secteur représente environ 7% du PIB²³. Avec plus de 5000 kilomètres de côtes, plusieurs plans d'eau continentale d'une superficie totale d'environ 1500 km² (lac Alaotra, lac Itasy, lac Mantasoa) et de nombreuses rivières et fleuves, la pêche est répandue et pratiquée par 18,1% des ménages malgaches. La petite pêche

¹⁷ FAOSTAT, 2009.

¹⁸ FAOSTAT, 2009.

¹⁹ FAO, CSA Profiles - Madagascar, 2023

²⁰ LEAP-UNEP : Loi n° 2020-003 sur l'agriculture biologique.

²¹ L'Agriculture à Madagascar : Évolution, chiffres clés et défis Janvier 2023- PRÉRAD Océan Indien

²² L'Agriculture à Madagascar : Évolution, chiffres clés et défis Janvier 2023- PRÉRAD Océan Indien

²³ Rapport Banque Mondiale 2016

continentale est pratiquée par 10,9% des ménages, la pisciculture et la rizi-pisciculture sont pratiquées par 4,8 et 3,8% des ménages, et la pêche marine concerne 2,2% des ménages²⁴. Même si les activités de pêche sont majoritairement traditionnelles et destinées principalement au marché local (poissons frais et séchés notamment), certaines productions de fruits de mer (langoustes, crevettes, concombres de mer, crabes, algues, thons, etc.), quelques grandes sociétés de pêche se tournent néanmoins vers l'export²⁵. En 2020, le secteur contribue aux exportations avec environ 11 500 tonnes de crevettes. Les produits de la pêche exportés ont rapporté à Madagascar 63,2 millions de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), soit 4,5% de la valeur totale des exportations de l'année²⁶. En 2022, les exportations globales de Madagascar étaient estimées à 3,6 milliards USD, avec les produits de la mer, notamment les crevettes, les crabes et les poissons, jouant un rôle clé. Cependant, la balance commerciale globale est restée déficitaire, en raison d'importations atteignant 5,4 milliards USD²⁷. Pour l'année 2023, une baisse de 15,7 % des exportations totales a été enregistrée au cours des neuf premiers mois. Malgré cela, les produits de la pêche continuent de contribuer de manière significative aux exportations nationales, avec des produits phares tels que les crevettes et les crabes²⁸, la pêche représente environ 750 millions USD de production annuelle, soit près de 7 % du PIB national ²⁹Toutefois, nombreux défis se présentent pour le secteur tels qu'une surexploitation ou exploitation non optimale des stocks de pêche, le manque de professionnalisation des acteurs, les coûts de production importants (dépendance à l'énergie thermique), les infrastructures de transport et de conditionnement insuffisantes³⁰ et qui nécessitent d'un renforcement de capacités techniques permettant de promouvoir l'exploitation rationnelle des ressources naturelles pour assurer le maintien de la qualité et des quantités produites. D'ailleurs, la deuxième phase du projet SWIOFISH, financé par la Banque Mondiale, prévoit de développer le secteur pêche en appuyant les pêcheurs traditionnels par la formalisation de l'activité, la fourniture d'équipements et engins de pêche, et surtout le renforcement de capacités techniques des pêcheurs³¹.

Etude Diagnostic FMFP 2023

Une étude commanditée par le FMFP révèle que 52 % des organisations dans le secteur du Développement Rural sont des entreprises commerciales, 22 % ont le statut d'association, et 26 % sont des ONG.

Parmi les entreprises du secteur enquêtées, 78,3 % emploient moins de 19 employés permanents, 17,4 % comptent entre 20 et 49 employés, et seulement 4,3 % ont entre 50 et 199 employés. De plus, 63,5 % de ces employés sont des hommes, et 40,4 % ont entre 30 et 40 ans, avec un âge minimum de 20 ans.

Concernant les catégories professionnelles, 36,2 % sont des cadres, 30,3 % des techniciens, et 33,6 % des exécutants. Par ailleurs, 87 % des entreprises du secteur sont des cotisants du FMFP, mais parmi elles, seulement 30 % ont bénéficié de formations, les autres n'étant pas informées de cette possibilité offerte par le FMFP.

2. Objectif général de l'appel à projets DR

Ainsi, Le secteur développement rural à Madagascar est au cœur de l'économie. Les données et statistiques confirment qu'il reste sous-développé. La croissance agricole stagne. Les rendements sont faibles. Les intrants modernes sont rares et coûteux. Les défis climatiques aggravent la situation. Cyclones, sécheresses et montée des eaux menacent les moyens de subsistance. Malgré ces obstacles, le potentiel est immense. Madagascar dispose de terres

²⁴ INSTAT, 2021

²⁵ World Food Programme et al., 2022

²⁶ Banque centrale de Madagascar, 2020

²⁷ Banque Mondiale, 2023; Banque Centrale de Madagascar, 2023

²⁸ Banque Centrale de Madagascar, Rapport économique 2023

²⁹ FAO, 2023; Banque Mondiale, 2023

³⁰ Banque mondiale, 2016

³¹ World Food Programme et al., 2022

riches et d'une biodiversité unique. L'agriculture biologique connaît un essor remarquable. La pêche, avec ses 5000 km de côtes, offre de grandes opportunités. Mais les acteurs manquent de compétences. Les entreprises peinent à se structurer. Les pratiques agricoles et halieutiques sont dépassées. Former les entreprises et leurs salariés est une nécessité. La formation permet d'adopter des techniques modernes. Elle améliore la productivité et réduit l'empreinte carbone. Les pratiques climato-intelligentes renforcent la résilience face aux chocs. L'agriculture de conservation, la gestion durable des sols et l'agroforesterie en sont des exemples concrets. La pêche doit aussi être modernisée. Une exploitation durable des ressources marines est essentielle. La formation des acteurs et salariés des entreprises, la fourniture d'équipements adaptés et l'amélioration des infrastructures feront la différence. La professionnalisation est un levier majeur pour accroître les exportations et valoriser les produits locaux.

L'accès à des compétences certifiées est crucial pour le bio. Les normes internationales ouvrent de nouveaux marchés. Les formations sur la gestion des certifications et les technologies durables créeront des opportunités pour les agriculteurs. Cela augmentera les revenus tout en respectant l'environnement.

Les solutions locales doivent être promues. La diversification des cultures, la transformation agroalimentaire et la gestion optimisée des ressources en eau sont des priorités. Avec seulement 1,2 million d'hectares irrigués sur 1,52 millions disponibles, le potentiel est sous-exploité. Des formations adaptées aideront à maximiser ces ressources.

Le changement climatique exige une réponse immédiate. Les compétences en gestion des risques et en adaptation sont vitales. Des acteurs bien formés anticiperont mieux les impacts et sécuriseront les moyens de subsistance.

La formation professionnelle est un outil important pour répondre aux défis du secteur. Elle prépare les entreprises à innover, à se développer et à contribuer à une croissance durable. Former aujourd'hui, c'est investir dans l'avenir de Madagascar.

Cet appel à projets vise ainsi à appuyer les opérateurs et entreprises dans le secteur du développement rural en les aidant à jouer un rôle clé dans une relance résiliente et verte. Il ambitionne également de les accompagner face aux nombreux défis du secteur, en renforçant les compétences du capital humain pour un développement rural plus performant.

3. Les Orientations prioritaires pour le secteur formel

i. Les objectifs sectoriels pour l'appel à projets

- Développer des compétences clés, communes à l'ensemble des industries de transformation agro-alimentaire et des exploitations de l'agriculture biologique
- Renforcer la résilience des entreprises rurales face aux changements climatiques et aux mutations environnementales
- Développer les compétences techniques liées aux activités innovantes et de production intensive dans les domaines de la pêche et de l'agriculture
- Promouvoir des approches durables et des techniques biologiques dans la réalisation des actions de production
- Professionnaliser les opérateurs en matière d'artisanat minier afin qu'ils intègrent et se maintiennent dans l'économie minière
- Appuyer les initiatives visant la mutualisation des efforts de formation et d'échange technologique dans le secteur.
- Favoriser la participation active des groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les minorités ethniques, dans le processus de développement rural

ii. Les Effets et impacts visés

Par le renforcement de capacités des acteurs et le rehaussement des compétences, les effets et impacts visent à contribuer à l'amélioration significative de la productivité et de la qualité, la lutte contre le changement climatique et l'insécurité alimentaire mais

également l'accès à des marchés porteurs et pérennes.

En outre, les projets pourront améliorer les cadres légaux et réglementaires, afin de mieux intégrer les opérateurs issus de toute la chaîne, et renforceront les capacités à se formaliser dans le secteur.

iii. En termes de sous-secteurs et filières ciblées :

En termes de sous-secteurs ou filières visés,

- Environnement et conservation ;
- Industrie de transformation des matières premières agricoles ;
- Artisanat minier ;
- Agriculture et élevage (rente et vivrière) ;
- Pêche et élevage (aquaculture, pisciculture, petite pêche, pêche côtière, pêche hauturière, pêche au large).
- Biogaz

iv. En termes de qualifications et compétences visées

Selon l'étude diagnostic réalisé par le FMFP, et en termes de compétences, le secteur DR aura à prioriser durant cette année :

1) Les qualifications et les compétences techniques touchant au cœur de métier du secteur

dont,

- Montage de dossier de projet d'agribusiness
- Techniques de production et conservation de semences
- Gestion d'exploitation agricole
- Socio-organisation
- Gestion de projet d'investissement agricole
- Fundraising de projet d'agribusiness
- Gestion de pépinières
- Commercialisation de produits agricoles (marchés à l'export)
- Normes et qualités
- Transformation agro-alimentaire : fruits et légumes
- Digitalisation de l'Agriculture : utilisation de système d'information géographique (SIG), Logiciel de gestion d'exploitation Agricole, Capteurs, GPS, Drones...
- Transformation agro-alimentaire
- Alternatives aux pesticides chimiques
- Utilisation de pesticides organiques
- Techniques de production agricole améliorées
- Technique de Production d'engrais bio
- Agriculture Biologique
- Agroécologie
- Gestion durable des ressources en eau et irrigation
- Traçabilité
- Règlementation de la pêche
- Recyclage et valorisation de résidus de récoltes
- Machinisme agricole
- Insémination artificielle
- Soins vétérinaires et gestion des troupeaux
- Gestion de déchet et processus de fermentation

Deux aspects nécessitent des compétences d'envergure de niveau Expert :

- Animation rurale
- Commercialisation de produits agricoles (marchés locaux)

Il faut noter par ailleurs, que les aspects poussant les entreprises vers l'innovation et

professionnalisation du métier sont demandés mais au niveau de Base. Le nombre des entreprises intéressées sont moindre (conduite d'engins, ...)

En outre, le sous-secteur visera à combler les gaps sur :

- L'Agriculture, notamment de rente et d'exportation (légumes, fruits, épices, etc.), de produits frais, conserves ou conditionnés ;
- Les formations règlementaires axées sur les normes et certifications (ISO, HSE, BIO, HACCP, Sécurité alimentaire, etc.) ;
- L'Agro-industrie relative à l'automatisation, la transformation et le conditionnement ;
- La mécanique agricole et la fabrication de matériel agricole ;
- Les qualifications sur les techniques de la biotechnologie ;
- Les relations avec les producteurs et l'animation communautaire (Gestion communautaire et plaidoirie) ;
- Les qualifications liées aux métiers de la Conservation de la Biodiversité, Education Environnementale, Impact Environnemental, Agriculture Durable, Résilience au changement climatique ;
- Les Opérations Industrielles (transformation agricole) ;
- Les Techniques Agricoles (calendrier cultural, culture, pépinière etc.) ;
- L'utilisation des petits matériels agricoles et maintenance industrielle ;
- L'Artisanat : incluant l'artisanat d'art, l'artisanat de production et de services (autres que THA BTP RS, THR)
- La Valorisation de la forêt et dérivés (Technique de menuiserie, Technique de production d'huile essentielle et oléorésine...) ;
- Les métiers liés à la pêche côtière et /ou industrielle (crevette...) : connaître les règles de sécurité de navigation et les procédures d'entretien et de maintenance, pilotage des embarcations motorisées (accréditation de l'APMF) ;
- Les métiers liés à l'élevage piscicole et aquacole ;

Des mesures prioritaires à prendre pour améliorer la situation du marché du travail et développer notamment les emplois en devenir

- Conditionnement et/ou transformation des produits (légumes, fruits, ...) ;
- Chaîne de froid ;
- Promotion des filières locales et intégrées ;
- Gestion de stockage et préparation des matières premières (Normes C-TPAT, accès au marché international) ;
- Digitalisation, calibrage et paramétrages des machines et ligne de production ;
- L'agroécologie ;
- Marché équitable.

Les compétences listées ci-dessus dites « cœur de métier » devront représenter au moins 70% de la demande en volume horaire.

2) Les compétences transversales ou celles touchant les métiers de support ou d'encadrement du secteur ne devant pas dépasser 30% de la demande en volume horaire, dont,

- Recherche de débouchés et acquisition de nouveaux marchés, recherche de financement et techniques de Commercialisation
- Les qualifications liées à la gestion du développement rural dont la Gestion des crises et mobilité humaine (migration), lutte contre les trafics illicites ; techniques d'accompagnement, de développement associatif
- Les compétences/connaissances en gestion de ressources, logistiques et organisationnelles (humaines, matérielles, financières)
- Informatique bureautique
- Communication multilingue
- Les compétences/connaissances juridiques relatives aux communautés et collectivités territoriales décentralisées

Les compétences listées ci-dessus, transversales ou liées aux métiers support ou d'encadrement du secteur ne pourront pas représenter plus de 30% de la demande en volume horaire.

v. *En termes de bénéficiaires à cibler*

Les types d'emplois et catégories de salariés/pré-employés à former en priorité :

- Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, ouvriers, artisans et techniciens agricoles ;
- Ingénieur ;
- Agent de conservation ;
- Agroéconomiste
- Agent de vulgarisation agricole
- Spécialiste en développement communautaire
- Techniciens et responsable de production ;
- Administration du personnel ;
- Vétérinaires et conseillers en santé et nutrition animale et/ou végétale
- Conducteurs d'engins et matériels agricoles ;
- Agents de maintenance de machine.
- Les jeunes désireux d'intégrer le secteur (pré-emploi) sans qualification ou disposant seulement d'une partie des prérequis ou nécessitant une période de formation en entreprise pour se professionnaliser et faciliter l'insertion sur le marché du travail.

Les projets doivent se donner pour objectif de former :

- o au moins 50 % de femmes ;
- o au moins 40% de jeunes de moins de 35 ans.

vi. *En termes dispositifs de formation*

Les types de prestations de formation et de reconnaissance des compétences à privilégier pour permettre aux bénéficiaires identifiés d'acquérir les compétences et qualifications visées sont :

- Les formations déployant des approches et méthodes adaptées selon le domaine d'apprentissage visé (cognitif, affectif et psychomoteur) ;
- Les formations reproduisant les situations de travail ou mixte avec une dominante pratique surtout pour les métiers manuels (environ 70%-30%) ;
- L'accompagnement coaching post formation en milieu de travail, permettant de mieux appliquer ses acquis en situation réelle de travail ;
- Les formats à distance (e-learning), quand le sujet et les modalités de la formation s'y prêtent, tout en s'assurant que les exercices pratiques sont remplacés par des simulations qui permettent de garantir le transfert de compétence ;
- L'accompagnement ou l'assistance technico pédagogique (exclusif) en milieu de travail avec des objectifs d'apprentissage précis selon un scénario préétabli.

Cet appel à projets privilégiera les profils de formateurs, prestataires et dispositifs répondant aux caractéristiques suivantes :

- Le prestataire devra disposer d'une expertise sur l'approche par compétences ;
- Le prestataire devra disposer de référencements professionnels dans le même domaine de mise en œuvre de la formation (expérience formation) ;
- Le prestataire devra mobiliser des formateurs/coachs/accompagnateurs disposant d'une expérience métier et/ou d'une formation dans le domaine :
 - o Formateurs ayant au moins 05 ans de métier et justifiant d'une formation

- initiale/certification en adéquation avec le domaine ciblé
- En termes de compétences de formation, le formateur devrait avoir au moins 02 ans d'expérience en tant que formateur dans le domaine ou être certifié en tant que formateur

De manière générale, la formation ou le programme de développement des compétences proposé doit/peut comprendre :

- Un programme et une méthodologie de formation répondant aux objectifs et aux profils des cibles
- Les Compléments de formation dans les processus de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Des dispositifs permettant le partage d'expériences ou de technologie entre les associés, ou qui facilite la transférabilité du programme sont encouragés ;

Les dispositifs d'évaluation des acquis de la formation doivent être clairement expliqués ; et la description des dispositifs de reconnaissance/validation/certification des qualifications acquises est un atout dans l'appréciation du dossier.

() Le FMFP se réserve le droit de qualifier le niveau de technicité considérant la teneur globale du projet, ceci selon les répartitions énumérées plus tôt même si certains modules entrent dans les catégories spécifiées.*

|